

- La version orale du discours fait foi -

Elections 2015: brader la patrie ou rester libre

par Toni Brunner, conseiller national, président UDC Suisse, Ebnet-Kappel (SG)

La Suisse a acquis une prospérité réjouissante grâce à ses vertus pratiquées pendant des siècles et ses valeurs comme l'indépendance, la liberté, la démocratie directe, le fédéralisme et la neutralité. Son économie est devenue une des plus compétitives du monde. Et cela bien que les élites de la politique, des sciences et de l'économie aient prêté d'une seule voix le déclin de la Suisse après le refus de l'EEE.

Aujourd'hui, 20 ans plus tard, nous nous retrouvons dans une situation semblable. La Suisse s'apprête à détruire systématiquement des valeurs qui ont fait leurs preuves, qui nous distinguent des autres nations, qui sont respectées, voire admirées dans le monde entier.

Les élections 2015 joueront donc un rôle déterminant. Trois thèmes sont au cœur de notre action:

- 1.) Autodétermination – non à une adhésion insidieuse à l'UE:** le Conseil fédéral mène actuellement des négociations avec l'UE sur ledit "rattachement institutionnel". Ce projet est inacceptable, car il contraindrait la Suisse de reprendre le droit étranger. Nous ne voulons pas cela. De surcroît, il faut que le droit suisse soit à nouveau prioritaire par rapport au droit étranger. L'UDC s'engage pour renforcer et garantir la démocratie directe et exige que les résultats des votations populaires soient réellement appliqués. Voilà d'ailleurs le thème principal de notre réunion d'aujourd'hui.
- 2.) Appliquer une politique rigoureuse à l'égard des étrangers:** tant l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels que l'initiative contre l'immigration de masse doivent être appliquées. Parallèlement, il faut s'attaquer plus systématiquement au chaos qui s'étend dans l'asile. Les nombreux abus qui marquent ce secteur doivent être dénoncés et combattus.
- 3.) Halte à l'augmentation des impôts, taxes et redevances:** l'autorité politique n'a pas la volonté de contrôler l'explosion des dépenses publiques. Conséquence: les impôts, taxes et redevances augmentent sans cesse. S'il en va selon les projets du Conseil fédéral, le taux de TVA atteindra bientôt 10,5%. L'addition sera une fois de plus réglée par la classe moyenne.

Notre parti a le devoir de sauvegarder et d'entretenir les forces de notre pays. Un des grands avantages de la Suisse est l'autodétermination. Le 9 février dernier, le peuple suisse s'est prononcé pour une gestion indépendante et la réduction de l'immigration. Cette décision éminemment positive pour la Suisse est interprétée comme une tragédie par des nombreux politiques et journalistes. La Suisse sera isolée et son économie perdra de son attractivité, nous dit-on. Un raisonnement pour le moins simpliste.

Cette réaction vise en réalité à dissimuler l'échec patent des élus politiques suisses. Au lieu de faire preuve de créativité et de volonté à l'effort, on abandonne les uns après les autres les atouts économiques de la Suisse. On soumet notre pays à une grande vague d'harmonisation en alignant nos règles et nos lois sur celles d'autres Etats et de communautés internationales. De plus en plus de différences par rapport à l'étranger sont supprimées.

Harmoniser signifie supprimer des différences, s'aligner, niveler par le bas.

L'harmonie est certes une situation agréable à vivre, mais elle coûte cher dans un monde marqué par la défense brutale d'intérêts économiques. Seuls ceux qui n'ont pas de succès ne font pas de jaloux.

Il serait fatal de croire que la prospérité peut être maintenue sans effort. Des caractéristiques particulières qui ont fait le succès de l'économie suisse sont systématiquement effacées depuis plusieurs années. Quelques exemples pour illustrer ce propos:

- **place financière:** une branche entière est "harmonisée" au niveau international et de ce fait menacée dans sa substance. L'abandon du secret protégeant les clients étrangers des banques est suivi par l'échange automatique d'informations et de règles de protection des consommateurs qui mettent les citoyens sous tutelle en nous imposant des dispositions légales jusque là étrangères au droit suisse.
- **industrie:** au lieu de défendre un marché du travail souple et aussi libéral que possible, l'Etat impose à l'industrie des réglementations et contrôles de type syndical. La libre circulation des personnes pousse la Suisse à adopter des contraintes auxquels nous étions jusqu'ici fiers de renoncer en voyant les exemples de pays comme la France et la Grande-Bretagne. L'étape suivante sera une révision du droit des sociétés anonymes et la reprise de règles de comportement pour les sociétés internationales et de quotas hommes-femmes pour les organes des entreprises. Dernier exemple en date: la police des salaires que Madame Sommaruga a annoncée cette semaine dans le but de supprimer une prétendue discrimination des sexes.
- **système fiscal:** la fiscalité suisse est un des grands avantages de l'économie helvétique dans la concurrence internationale. Là aussi, on veut s'aligner sur les autres.

- **Etat:** une forte augmentation des dépenses publiques ainsi que des problèmes structurels attendant une solution depuis longtemps mènent la Suisse en droite ligne dans la situation des pays secoués par des crises sans fin.

L'avantage de la démocratie directe

On a du mal à comprendre pourquoi les avantages de notre système politique, que l'on vantait encore il y a quelques années, sont actuellement interprétés comme des inconvénients: démocratie directe, droits démocratiques, système de milice ou encore neutralité sont aujourd'hui critiqués, voire remis en question par des élus politiques, des fonctionnaires d'association et experts de tous les horizons politiques.

C'est à ce niveau que nous intervenons, nous autres gens de l'UDC. L'autodétermination est le fondement du succès de la Suisse – et non pas les avances humiliantes que le Conseil fédéral et le Parlement font à l'étranger et la subordination de notre pays à des puissances étrangères.

Ces réflexions nous amènent au thème du jour. Il faut empêcher que la Suisse soit de plus en plus règlementée par l'étranger. L'autorité politique applique en rechignant les décisions du peuple ou refuse carrément d'en tenir compte sous le prétexte de conventions ou de directives internationales. Ce développement doit être stoppé.

Vous, chers délégués, vous prenez aujourd'hui une décision de principe concernant une nouvelle initiative populaire. Vous décidez cet après-midi si vous voulez charger la direction du parti de lancer une initiative populaire pour la priorité du droit suisse par rapport au droit étranger.

Au cœur de ce projet, il y a la volonté de faire appliquer rigoureusement les décisions du peuple. C'est en fait triste qu'il faille lancer une initiative populaire pour cela. Mais la pratique de plus en plus fréquente consistant à mettre sur la touche le souverain, donc le peuple suisse, en se référant à des dispositions et organisations internationales équivaut à un coup d'Etat sournois.

Ce cap doit être corrigé – seule l'UDC peut le faire.

Car nous voulons **rester libres**, aujourd'hui et demain!